

Trans Mountain : Kristina Michaud dénonce l'explosion des coûts.

Ottawa, le 10 janvier 2020 – Kristina Michaud, porte-parole en matière de changements climatiques, et Monique Pauzé, porte-parole en matière d'environnement, ont dénoncé l'explosion des coûts de construction liés au réseau d'oléoducs Trans Mountain, rappelant que le Bloc Québécois a toujours été opposé au projet pour des raisons environnementales. La direction de Trans Mountain a annoncé que les coûts de construction estimés du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain sont passés de 7,4 milliards à 12,6 milliards de dollars.

« Au-delà des coûts que ce projet comporte, il reste que Trans Mountain est la bandeannonce de ce qui pourrait nous attendre au Québec avec le projet Énergie Est. S'il advenait que cet autre réseau d'oléoducs soit construit, il constituerait un risque gigantesque pour l'environnement. Ottawa ne peut pas dire d'un côté qu'il lutte contre les changements climatiques, et de l'autre, cautionner la construction de pipelines. Tous les projets sous juridiction fédérale passant ou étant situés au Québec devraient être soumis aux lois du Québec, tel que l'avait proposée ma collègue Monique Pauzé dans le projet de loi C-392 », a conclu Kristina Michaud, députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia.

Les sommes rendues publiques par le directeur général de la société, Ian Anderson, comprennent les 1,1 milliard de dollars déjà dépensés par l'ancien propriétaire, l'entreprise Kinder Morgan. Cette dernière a déjà dépensé 2,5 milliards de dollars, montant qui inclut le coût des processus réglementaires supplémentaires. De plus, M. Anderson a conseillé à Ottawa de prévoir 600 millions de dollars afin de faire face à d'éventuels dépassements de

coûts.

« Nous ne sommes toujours pas d'accord avec ce projet, d'autant que les coûts ont explosé. Nous ne l'étions pas à la base, et ce, depuis le début. Même si cet oléoduc avait coûté la somme de zéro dollar, il reste que c'est simplement un désastre du point de vue des coûts environnementaux. L'explosion du montant que l'on devra déboursier pour un tel projet le rend d'autant plus inacceptable, compte tenu du fait qu'une partie de ce projet sera payé par nos taxes », a déclaré Monique Pauzé, députée de Repentigny.

Rappelons que ce projet fut racheté au prix pour 4,5 milliards de dollars par le gouvernement fédéral en 2018 afin de s'assurer que son agrandissement aille de l'avant, malgré les fortes contestations de la population de la Colombie-Britannique et des communautés autochtones.

-30-

Source :

Pénélope Garon

Responsable des communications

penelope.garon.306@parl.gc.ca

418-999-8778